



Résumé de la discussion en ligne sur

La participation politique des jeunes

Co-organisée avec UNDP4YOUTH

Juin 2017



MESSAGE DE LANCEMENT

Les jeunes sont souvent exclus ou ignorés comme potentiels candidats aux postes élus. La politique est généralement considérée comme un espace pour les hommes expérimentés en politique, et comme les femmes sont souvent désavantagées dans l'accumulation d'expérience pour s'engager en politique, les jeunes sont systématiquement marginalisés en raison de leur jeune âge, des possibilités limitées et du manque conséquent d'expérience. Tout comme plus de participation féminine en politique profite à l'ensemble de la société, la présence des jeunes dans les postes de décision profite à tous les citoyens et pas uniquement aux jeunes. L'Union interparlementaire (UIP) rapporte que les personnes âgées de 20 à 44 ans constituent 57% de la population mondiale en âge de voter, mais seulement 26% des députés du monde. Les jeunes de moins de 30 ans représentent 1,9% des députés dans le monde et plus de 80% des chambres supérieures de Parlements n'ont pas de députés en dessous de 30 ans. Alors que les jeunes jouent souvent un rôle central et catalyseur dans les mouvements de démocratie à travers le monde, ils sont moins engagés que d'autres générations dans le vote et l'activisme des partis. Ensemble, ces tendances ont inspiré de nombreuses organisations internationales à étudier le manque de participation politique des jeunes et à former de jeunes militants à devenir des leaders politiques.

Reconnaissant le potentiel des jeunes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a élaboré sa toute première [Stratégie pour la jeunesse \(2014-2017\)](#) intitulée «Jeunes autonomisés, avenir durable», conformément au [Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse](#) (2013) qui invite les jeunes générations à s'impliquer et s'engager davantage dans les processus de développement. En 2013, le PNUD a également publié le premier examen des stratégies de programmation pour la participation des jeunes au-delà des urnes, intitulé «[Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral : Guide de bonnes pratiques](#)». En 2016, afin de renforcer la mise en œuvre de la Stratégie pour la jeunesse du PNUD et de répondre à la fois au Programme 2030 pour le développement durable et à la [Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité](#), le PNUD a lancé un [programme mondial Jeunesse pour le développement durable et la paix – Youth-GPS \(2016-2020\)](#). Le Youth-GPS met l'accent sur l'engagement civique et la participation politique, entre autres, et répond aux préoccupations exprimées par les jeunes dans les forums mondiaux, régionaux et nationaux et à la demande croissante à tous les niveaux pour un soutien stratégique et de pointe dans la programmation sur la jeunesse dans tous les contextes de développement. En 2016, à l'initiative conjointe d'un certain nombre de partenaires, dont le PNUD et l'UIP, la campagne mondiale «[Pas trop jeune pour se présenter](#)» a été lancée afin de promouvoir le droit des jeunes de se présenter aux élections et de traiter de la vaste discrimination fondée sur l'âge.

En 2010, l'UIP a adopté la résolution «[Participation des jeunes au processus démocratique](#)» lors de sa 122^{ème} Assemblée et en 2013, l'UIP a créé le Forum des jeunes parlementaires. Depuis, l'UIP a publié deux études, l'une en [2014](#) et l'autre en [2016](#), résultats de questionnaires destinés à recueillir des données auprès de ses parlements membres du monde entier sur la participation des jeunes aux parlements nationaux. Grâce à ces études, l'UIP formule un certain nombre de recommandations d'action qui, si mises en œuvre, permettront aux jeunes d'être pleinement engagés dans la vie politique. Il s'agit notamment de concevoir des stratégies par les parlements nationaux et les partis politiques qui visent l'inclusion des jeunes députés et assurer la diversité parmi les jeunes, en s'attaquant aux disparités entre le nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes qui entrent au Parlement. L'UIP recommande également d'aligner l'âge minimum pour les candidatures parlementaires à l'âge minimum de vote et d'établir des quotas pour les jeunes (par exemple, les sièges réservés, les quotas légaux, les quotas de partis) afin d'accroître le

nombre de jeunes députés. En 2016, les membres de l'UIP ont approuvé le document «[Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes](#)», en s'appuyant sur les principes promus par les jeunes parlementaires de l'UIP: «Pas de décisions sans nous» qui décrit comment les parlements et les parlementaires pourraient aider à rajeunir la démocratie et donner aux jeunes du monde une voix dans la prise de décision politique.

De plus, ONU Femmes a créé le [Forum de la jeunesse à la Commission de la condition de la femme](#) en mars 2016, permettant aux représentants mondiaux de la jeunesse de discuter des enjeux auxquels ils sont confrontés et de réfléchir aux solutions pour les [objectifs de développement durable](#), surtout l'objectif 5 spécifique à l'égalité entre les sexes. ONU Femmes a également publié la [CEDAW pour la jeunesse](#) en 2016, une version adaptée aux jeunes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) élaborée par les jeunes. International IDEA a publié en 2016 un rapport intitulé «[La promotion de la participation politique des jeunes au cycle électoral : Points d'entrée des organes de gestion des élections](#)» documentant les défis et les pratiques visant l'intégration des jeunes en politique et dans les différents processus électoraux.

Objectif de la discussion en ligne

Cette discussion en ligne vise à faire participer les communautés de iKNOW Politics et de [UNDP4YOUTH](#) dans ce débat grandissant sur la participation des jeunes à la vie politique. Vous êtes invités à participer à cette discussion en ligne **du 3 avril au 8 mai 2017**. Les étudiants, les jeunes parlementaires, les militants des partis politiques et des mouvements sociaux, les représentants de la société civile, les mouvements et réseaux de jeunes, les représentants des gouvernements, des organisations internationales et des milieux universitaires sont invités à contribuer avec leurs expériences en répondant à une ou plusieurs des questions mentionnées ci-dessous. Les contributions participeront à l'élaboration d'une réponse consolidée qui enrichira les connaissances disponibles sur le thème de la participation politique des jeunes. Nous nous réjouissons à l'idée d'un exercice informatif de partage des connaissances sur ce sujet.

Questions

1. Comment expliquez-vous la faible représentation des jeunes dans les parlements et les gouvernements du monde entier ?
2. Qu'est-ce qu'un environnement propice à la participation des jeunes à la vie politique, en particulier les jeunes femmes ?
3. Que peuvent faire les parlements, les gouvernements, les partis politiques et la société civile pour accroître la représentation des jeunes femmes et hommes en politique ? Avez-vous des exemples de bonnes pratiques ?
4. Quelles sont les méthodes alternatives les plus innovantes (marches, sit-ins ...) à la participation politique formelle que les jeunes choisissent afin d'apporter des changements et d'être entendus ?
5. Comment pouvons-nous soutenir davantage de jeunes qui seraient intéressés à canaliser leur militantisme à travers des institutions politiques formelles ?
6. Quelles stratégies et quelles approches ont réussi à recruter les jeunes femmes et hommes au sein des partis politiques ?
7. Que peut-on faire pour soutenir les jeunes députés dans leur carrière parlementaire ? Veuillez partager toutes les initiatives que vous connaissez.

8. Comment est-ce que les jeunes parlementaires peuvent mieux aborder l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ? Les jeunes sont-ils plus susceptibles d'être actifs dans la lutte contre la discrimination et la violence sexiste ?
9. Comment mieux mesurer la participation politique des jeunes et leur influence sur les politiques?

CONTRIBUTIONS

Du 3 avril au 8 mai 2017, iKNOW Politics a organisé une discussion en ligne en collaboration avec UNDP4YOUTH sur la participation politique des jeunes. Quinze participants d'Afrique subsaharienne, de la région arabe, des Amériques et d'Europe se sont engagés dans le débat en ligne et ont soumis des contributions. La discussion en ligne a rassemblé douze contributions en anglais, une en arabe, une en français et une en espagnol. Composés d'experts, de membres d'organisations de la société civile, d'étudiants et de représentants d'institutions gouvernementales, les participants ont souvent souligné la nécessité urgente d'agir pour donner aux jeunes l'opportunité et le pouvoir d'influencer les politiques qui influent sur leur vie en introduisant des mesures visant à accroître leur intérêt à la politique ainsi que leur participation. Plus de détails sur les experts et leurs contributions sont fournis ci-dessous :

1. [Agridinner Nandhego](#), spécialiste du programme Participation politique et leadership, ONU Femmes Ouganda
2. [Annet Mpabulungi Wakabi](#), chef d'équipe gouvernance, PNUD Ouganda
3. [Asha Shidane](#), Associé Achat, PNUD Somalie
4. [Ayaba Jana Shodiya](#), directrice de programme de WENG, Royaume-Uni / Nigéria
5. [Carmen Tripi Laynes](#), officier au congrès de la République du Pérou, Pérou
6. [Esther Assiene Ndeme](#), étudiante diplômée à l'Institut des relations internationales du Cameroun et présidente de l'Association diplomatique des étudiants et des stagiaires du même institut, Cameroun
7. [Hanane Saouli](#), journaliste, Algérie
8. [Ibrahim Okinda](#), doctorant en communication et technologie médiatique, Université Moi, Kenya
9. [Utilisateur de iKNOW Politics, anonyme](#)
10. [Utilisateur de iKNOW Politics 'Bachia2017'](#)
11. [Mercy Idika](#), doctorante en politique publique et administration à l'Université Walden à Minneapolis, États-Unis / Nigéria
12. [Nili Majumder](#), agent de plaidoyer en ligne pour le Fonds mondial pour les initiatives féminines, Inde
13. [Saad Al Rawi](#), conseiller électoral auprès des entités politiques en Irak, ancien vice-président du Conseil de la Commission électorale indépendante d'Irak, Irak
14. [Sara Edward](#), Egypte
15. [Zeina Hilal](#), Programme de participation des jeunes, UIP, Suisse

RÉSUMÉ DE LA E-DISCUSSION

iKNOW Politics et UNDP4YOUTH remercient tous les membres et experts qui ont pris le temps de répondre aux questions de cette discussion électronique et de partager leurs expériences, leurs pratiques et leurs recommandations. Veuillez trouver le résumé de leurs contributions ci-dessous.

1. Comment expliquez-vous la faible représentation des jeunes dans les parlements et les gouvernements du monde entier ?

Les participants affirment que la démocratie est incomplète sans participation égale et pleine de tous, en particulier celle des femmes et des jeunes. Les participants affirment que les institutions politiques du monde entier ont désespérément besoin d'une plus grande participation des jeunes. Une représentante de l'Union interparlementaire (UIP) souligne la recherche et le rapport de l'UIP sur la participation des jeunes aux parlements nationaux de 2016 qui montre une faible représentation des jeunes dans les parlements mondiaux :

- Environ 30% des chambres uniques et inférieures du Parlement n'ont pas de députés âgés de moins de 30 ans.
- Plus de 80% des chambres hautes du monde n'ont pas de députés âgés de moins de 30 ans.
- Pas une seule chambre haute de Parlement dans le monde ne compte plus de 10% de ses membres âgés de moins de 30 ans.

Soulignant néanmoins quelques signes encourageants, les recherches de l'UIP révèlent que le déséquilibre entre les sexes est moins prononcé parmi les jeunes députés, où le ratio homme / femme est de 60:40.

Une représentante d'ONU femmes en **Ouganda** présente les facteurs suivants qui pourraient expliquer la faible représentation des jeunes dans les institutions politiques :

- **Un investissement minimal pour que les jeunes assument des rôles de représentation** : les jeunes sont rarement formés au débat et à présenter et délibérer sur les problèmes actuels, ce qui les amène à rester à l'écart des grandes discussions et décisions.
- **Manque de connaissances et de sensibilisation sur les rôles politiques** : les jeunes ne comprennent parfois pas ce qu'une carrière politique implique.
- **Relations de pouvoir entre les sexes** : les générations plus âgées ne sont souvent pas intéressées de voir les jeunes dans leur espace et donc elles ont tendance à verrouiller cet espace. De plus, l'espace pour les jeunes femmes à participer est entravé par l'éducation patriarcale, au niveau familial et au-delà.
- **Limitation financière** : les jeunes n'ont pas les ressources nécessaires pour s'engager activement dans un contexte qui a monétisé la politique. Sans moyens financiers, il devient difficile d'attirer l'attention et les votes.

De nombreux participants expliquent la faible représentation des jeunes dans les parlements et les gouvernements au fait que les générations plus âgées continuent à dominer l'espace politique en ne cherchant pas activement à mettre en place des dispositions et des mécanismes pour promouvoir le renouvellement des partis politiques et des institutions.

Il est également convenu que l'un des principaux facteurs qui entravent la participation politique des jeunes est le manque d'éducation civique et politique de qualité. Par exemple, une participante du **Pérou** fait valoir que peu de ressources sont allouées à l'éducation politique et civique pour les enfants et les adolescents, ce qui conduit la plupart à être mal informés sur le système politique et les principaux partis politiques de leurs pays. Selon elle, cela explique en partie le manque d'engagement des jeunes dans les élections en tant qu'électeurs et, par conséquent, la raison pour laquelle les politiciens établis ne font pas l'effort d'engager les jeunes générations, par rapport à d'autres groupes électoraux vers lesquels ils sont

plus susceptibles d'investir leurs efforts de sensibilisation. En outre, on soutient que, compte tenu du fait que les politiciens et les candidats mettent l'accent sur leur expérience et leurs connaissances politiques durant leurs campagnes, les jeunes peuvent être amenés à croire qu'ils n'ont rien à contribuer à la société en tant que leaders

Une étudiante universitaire du **Cameroun** a concentré un de ses projets de recherche sur la participation politique des jeunes et a constaté dans son enquête que 80% des étudiants camerounais pratiquent la « politique passive », ce qui signifie qu'ils suivent activement les événements politiques, en particulier lors des élections présidentielles, au cours desquelles ils suivent les candidats sur les réseaux sociaux, assistent aux réunions et suivent les débats. Cependant, cet activisme passif ne se traduit pas toujours par un engagement politique formel. La plupart des étudiants interrogés ont exprimé leur désir de se joindre à la politique une fois ayant atteint la quarantaine et ainsi accumulé suffisamment d'expérience.

Un expert en élections d'**Irak** explique la faible participation politique des jeunes à l'absence de culture démocratique dans certains pays arabes. Il avance que les jeunes ont tendance à ne pas se porter candidats aux élections principalement parce qu'ils ne font pas confiance au système politique pour être suffisamment transparent et pour leur donner un environnement équitable contre les politiciens bien établis. Il souligne également la responsabilité partagée des partis politiques et des parlements de ne pas changer cette perception de la politique. Par exemple, il rapporte que, actuellement le Parlement irakien débat l'âge minimum pour les candidats entre 25 et 30 ans. Il soutient que les tendances montrent que le Parlement va probablement opter pour la limite de 30 ans qui, selon lui, n'envoie pas de message d'inclusion à la jeunesse irakienne.

2. Qu'est-ce qu'un environnement propice à la participation des jeunes à la vie politique, en particulier les jeunes femmes ?

De nombreux participants conviennent qu'il est essentiel que les écoles et les universités se concentrent sur l'éducation civique et les programmes tels que les clubs de discussion et les conseils d'étudiants qui nourrirait une représentation politique et des ambitions de leadership aux premiers stades de la vie. Par exemple, les participants de **l'Ouganda, du Nigéria, de la Somalie et du Royaume-Uni** soutiennent que l'engagement des jeunes dans les écoles sur les questions sociétales les familiariserait avec l'activisme politique et les préparerait au leadership.

Il est également largement admis que les jeunes, en particulier les jeunes femmes, peuvent grandement bénéficier des modèles avec lesquels ils peuvent s'identifier. Cela donnerait une exposition inédite et une expérience de leadership directe ainsi qu'un point d'accès à un réseau autrement verrouillé. Un participant du **Kenya** mentionne également la responsabilité des médias en mettant en avant les réussites de jeunes hommes et femmes afin que d'autres jeunes puissent s'inspirer.

Un contributeur de **l'Irak** soutient que la violence politique joue un rôle important car elle éloigne les jeunes de la vie politique. Un environnement propice à la participation des jeunes hommes et des femmes à la vie politique est un environnement sans violence psychologique et physique.

En ce qui concerne les jeunes femmes en politique, on s'accorde fortement à dire que les jeunes femmes souffrent d'une double discrimination : le genre et l'âge. Bien que tous les jeunes soient empêchés de s'impliquer dans la vie politique en raison de leur manque d'expérience, les jeunes femmes font face à un ensemble de contraintes liées à la perception et à la discrimination du genre. Il est donc suggéré que les

écoles et les parents soutiennent spécifiquement les jeunes femmes et les filles afin de leur donner l'espace et la confiance dont elles ont besoin pour devenir des leaders. Une attention particulière est accordée à la nécessité d'empêcher la violence contre les femmes en politique, ce que les participants considèrent comme un obstacle majeur à l'intérêt et à la participation des jeunes femmes à la vie politique.

3. Que peuvent faire les parlements, les gouvernements, les partis politiques et la société civile pour accroître la représentation des jeunes femmes et hommes en politique ? Avez-vous des exemples de bonnes pratiques ?

Les recherches de l'UIP suggèrent que les nouvelles technologies et les outils en ligne aident les citoyens, y compris les jeunes, à comprendre et à surveiller le travail des parlements. Cela augmente également l'accessibilité et la transparence. Les participants suggèrent également que les quotas de jeunes, les âges d'éligibilité inférieurs, la représentation proportionnelle et les parlements inclusifs sont des facteurs qui augmentent le nombre de jeunes parlementaires.

D'autres exemples de stratégies pour engager les jeunes en politique sont les parlements des jeunes, qui existent dans la moitié des pays étudiés dans l'étude de l'UIP. Certains parlements des jeunes ont des liens formels avec le parlement national, mais la plupart sont coordonnés par des organisations non-gouvernementales, des ministères, des écoles ou d'autres autorités locales.

En **Ouganda**, les jeunes sont encouragés à participer à la vie publique par une politique qui exige une représentation régionale. Les quatre régions du pays élisent un représentant régional de la jeunesse et un représentant féminin national ce qui ramène le total des représentants à cinq pour tout le pays. Actuellement, il y a deux représentantes et trois représentants.

Les députés de la jeunesse en Ouganda ont également un Forum parlementaire pour les jeunes où ils discutent des problèmes qui touchent la jeunesse et proposent des stratégies pour les aborder dans le processus législatif. De nombreuses organisations de la société civile et agences de développement offrent des possibilités de renforcement des capacités grâce à ce forum. Par exemple, ONU Femmes et d'autres partenaires de développement appuient les programmes de mentorat pour les jeunes afin de renforcer leurs compétences en matière de leadership et de compréhension de la politique.

Une participante du PNUD en Ouganda présente d'autres bonnes pratiques de l'Ouganda telles que le Conseil national de la jeunesse et la Politique nationale de la jeunesse, qui sont des précurseurs clés pour créer un environnement propice pour que les jeunes atteignent leur potentiel.

Dans de nombreux pays, les partis politiques recrutent des étudiants en tant que stagiaires ou employés de niveau débutant. Avec cette approche, non seulement les idéaux et les compétences des partis sont inculqués à un âge précoce, mais aussi les jeunes talents sont plus faciles à détecter et à retenir.

Au **Royaume-Uni** par exemple, le Parlement a mis en place des programmes de sensibilisation dans les écoles, les centres de jeunesse et les communautés. Ceux-ci sont dirigés par le Parlement et visent les jeunes en général pour les encourager et leur montrer que leur voix peut être entendue et ainsi leur donner l'occasion de participer.

4. Quelles sont les méthodes alternatives les plus innovantes (marches, sit-ins ...) à la participation politique formelle que les jeunes choisissent afin d'apporter des changements et d'être entendus ?

Les participants pensent qu'il existe un certain nombre de méthodes que les jeunes peuvent suivre pour faire entendre leur voix et apporter des changements aux problèmes qui les intéressent. Par exemple, on avance que la mobilisation des jeunes à travers le sport et les arts populaires ainsi que les manifestations culturelles telles que la musique et le théâtre peuvent avoir des effets positifs sur l'engagement des jeunes dans les enjeux politiques.

Les méthodes alternatives les plus innovantes mentionnées sont liées aux nouvelles technologies. Par exemple, les participants citent des plateformes novatrices telles que le soutien parlementaire par le PNUD en Ouganda et la plateforme **australienne** « [flux de votes](#) » qui permet de combler le fossé entre le Parlement et le public. Ils suggèrent également une plus grande utilisation de l'Internet et des téléphones mobiles pour créer des réseaux et des communautés de leadership qui peuvent facilement et largement échanger des idées, des connaissances et des expériences. Des initiatives comme celles-ci devraient être encouragées afin d'accroître l'espace pour la participation des jeunes.

Plus précisément, il existe un consensus dans la discussion électronique autour de l'idée que les réseaux sociaux ont profondément changé l'activisme politique. En reconnaissant le pouvoir d'amplification des réseaux sociaux, de leur côté les acteurs politiques en ont fait une partie intégrante de leurs campagnes électorales et étant donné que les jeunes sont les principaux utilisateurs des réseaux sociaux, c'est un moyen novateur d'attirer leur attention et de les impliquer dans les discussions et événements politiques. En plus de cette consommation passive de réseaux sociaux, les jeunes sont également des utilisateurs actifs car ils utilisent de plus en plus ces plateformes pour exprimer leur mécontentement avec certaines orientations politiques et leurs propres points de vue politiques et pour se mobiliser autour de questions d'intérêt.

5. Comment pouvons-nous soutenir davantage de jeunes qui seraient intéressés à canaliser leur militantisme à travers des institutions politiques formelles ?

Les participants conviennent généralement qu'il faudrait accorder plus d'espace aux jeunes pour exprimer leurs besoins et leurs aspirations pour l'avenir. Un investissement significatif dans les conseils de la jeunesse est suggéré comme une solution possible pour donner aux jeunes l'espace nécessaire pour exprimer leurs préoccupations. Certains participants suggèrent que rendre l'Internet plus accessible et abordable financièrement augmenterait l'information et le partage des connaissances entre les jeunes. D'autres proposent des formations en leadership et des programmes de mentorat comme moyens efficaces pour équiper les jeunes des compétences et les connaissances nécessaires pour s'impliquer dans la politique.

En outre, les contributeurs soulignent que les préoccupations de la plupart des jeunes garantissent un avenir financièrement stable pour eux-mêmes. À cet égard, il est suggéré que l'autonomisation financière est essentielle pour soutenir les jeunes à ce stade de leur vie. Les bourses, les subventions ou les possibilités de stage pourraient inciter les jeunes à rejoindre les institutions politiques. Cela est particulièrement important pour les jeunes qui pourraient être intéressés à se présenter et que, faute de moyens financiers pour mener une campagne, ne sont pas en mesure de concourir sur un pied d'égalité avec des candidats plus âgés. Pour cela, la volonté politique est cruciale.

6. Quelles stratégies et quelles approches ont réussi à recruter les jeunes femmes et hommes au sein des partis politiques ?

Les participants affirment que la participation des jeunes à la politique est en corrélation avec les opportunités qui leur sont offertes. Des initiatives telles que les parlements simulés, les forums de jeunes, les débats et les discussions politiques spécifiques aux jeunes pourraient contribuer à développer leur intérêt pour les affaires publiques et leurs compétences en leadership. Des programmes de leadership tels que l'initiative [YALI](#) (African Young Leaders Initiative) à l'échelle de l'Afrique sont cités comme de bonnes pratiques qui pourraient être reproduites au niveau national pour susciter l'intérêt chez les jeunes.

Spécifiquement pour les partis politiques, les groupes actifs des jeunes affiliés aux partis politiques tels que l'ANC en Afrique du Sud ont été identifiés comme des structures efficaces pour recruter des jeunes dans des institutions et des processus politiques formels. De même, les quotas de jeunes, qui peuvent leur réserver des sièges au parlement ou exiger que les partis proposent un certain pourcentage de jeunes candidats, ont également été mentionnés comme moyens efficaces d'accroître la proportion de jeunes élus. Selon l'étude de l'UIP, cet outil est utilisé rarement pour soutenir leur participation.

En outre, les participants suggèrent que les partis politiques devraient montrer les jeunes politiciens existants afin d'attirer davantage de jeunes. Affirmant que l'on ne peut pas être ce que l'on ne peut pas voir, cela peut avoir un grand effet sur les jeunes qui ont l'habitude de croire que la politique n'est pas un espace pour eux.

7. Que peut-on faire pour soutenir les jeunes députés dans leur carrière parlementaire ? Veuillez partager toutes les initiatives que vous connaissez.

En plus d'élire des jeunes parlementaires, une autre façon de soutenir la participation de la jeunesse consiste à équiper les jeunes députés avec des connaissances et des outils permettant d'intégrer les perspectives de la jeunesse à la formulation des politiques publiques. Pour ce faire, en plus d'offrir une orientation spécialement conçue pour les jeunes députés afin de connaître leurs responsabilités et un programme de mentorat avec des députés bien expérimentés, une participante de l'**Ouganda** suggère que les départements de recherche des parlements devraient jouer un rôle plus important et doivent être plus aptes à fournir des connaissances utiles aux députés dans leur travail de législateurs. Les jeunes parlementaires doivent également être systématiquement exposés aux problèmes nationaux et mondiaux et impliqués dans les débats.

L'établissement de réseaux de jeunes parlementaires est également suggéré comme un moyen efficace pour créer des liens qui peuvent faciliter le travail législatif et l'autonomisation des jeunes députés. Cela peut également impliquer la formation d'un groupe parlementaire sur les jeunes ou la participation à un comité dédié à la jeunesse.

8. Comment est-ce que les jeunes parlementaires peuvent mieux aborder l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ? Les jeunes sont-ils plus susceptibles d'être actifs dans la lutte contre la discrimination et la violence sexiste ?

Un étudiant des **États-Unis** affirme que, grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux, les jeunes sont bien équipés pour atténuer l'inégalité entre les sexes et la discrimination. Les réseaux sociaux permettent aux jeunes d'exposer largement les problèmes d'inégalité entre les sexes, de sensibiliser et de

promouvoir une plus grande égalité entre les sexes. En ce qui concerne les jeunes députés, les participants recommandent de promouvoir la participation politique des femmes en soutenant les candidates aux élections et en contribuant activement à l'élaboration de politiques favorables aux femmes.

9. Comment mieux mesurer la participation politique des jeunes et leur influence sur les politiques ?

Au-delà de la mesure du nombre de jeunes élus et électeurs, les participants soutiennent que le suivi des résultats des politiques publiques est essentiel pour mesurer l'ampleur de l'influence des jeunes députés sur la prise de décisions. Cela se fait en surveillant les contributions des jeunes députés aux débats et aux discussions parlementaires ainsi qu'à travers le suivi de leurs impacts sur les décisions politiques finales, en particulier celles qui touchent les jeunes.